

# LBC à Tarnos



## Toujours pas d'amélioration

### **LBC... les mauvaises odeurs sont toujours là !**

« Au terme de travaux d'un coût de 400 000 euros, 90% des pollutions atmosphériques avec dégagement de mauvaises odeurs devraient disparaître » avait annoncé en octobre dernier Philippe Ivandekics, responsable de LBC par voix de presse. Malgré cela, l'air est de plus en plus souvent irrespirable sur les communes de Boucau, Tarnos, Anglet et Bayonne.

2. Infos en vrac

3. Fukushima : le crépuscule du nucléaire

4. Brèves Sociales

5. Projet de ferme solaire à Gabat : position du CADE

6. Un mort de plus sur le port de Bayonne

7. Le TGV a 30 ans !

8. LBC à Tarnos : toujours pas d'amélioration

9. Notre alimentation empoisonnée !

10. Solidarité avec les sans papiers ? Plus que jamais !

11. Flânerie contre la Grande Vitesse

12. Cultures : «L'étrangère», un film de Feo Aladag



## ... infos en vrac ...

### Super-Port de Pasaia : communiqué de presse

Le Ministre de l'environnement, du Milieu rural et Marin madrilène n'est pas favorable au projet de port extérieur à Pasaia en Gipuzkoa.

Selon le quotidien *El País*, le ministère de l'Environnement aurait rédigé un rapport très critique en ce qui concerne les impacts que causerait ce projet de méga-infrastructure. Il entraînerait des dommages environnementaux irréversibles sur les sites d'importance communautaire (sic) c'est-à-dire sur des écosystèmes protégés, sur la Zona Especial de Conservación (ZEC) formée par le Jaizkibel, LIC, et Uliá, sur le mont Jaizkibel, zone Natura 2000, sur les géoformes, sur la biodiversité marine tant la flore que la faune, sur les sédiments des fonds marins ainsi que sur la dynamique marine. Pour finir, il met en avant le Règlement de la Loi sur les zones côtières.

Ce document stigmatise le fait que le Plan Director de Pasaia (PDP) n'ait, à aucun moment, tenu compte de la viabilité environnementale, social et technique de ce super port extérieur. Il rappelle que le lieu choisi pour construire le port extérieur est inclus dans la LPFP (zones maritimes particulièrement sensibles) de l'OMI (l'Organisation maritime internationale) des Nations Unies, qui qualifie les falaises du Jaizkibel comme un domaine nécessitant une protection spéciale et particulièrement vulnérable aux activités maritimes.

Le document souligne également que le trafic portuaire ne justifie nullement la construction de ce super port extérieur. En conclusion, il estime plus approprié la régénération du port actuel et la création d'une plateforme Gaintzurizketa-Lezo qui permettra de sauvegarder le littoral et ses zones côtières et sera plus en adéquation avec le développement de l'activité portuaire.

ACE, le CADE et Auñamendi ne peuvent que se réjouir du fait que Madrid considère que ce projet est totalement injustifié tant au niveau

environnemental qu'économique et social.

Toutefois, cette excellente nouvelle, ne nous empêche pas de rester mobilisés et vigilants. Nous n'oublions pas qu'au début du mois d'avril, le gouvernement espagnol a signé un protocole avec l'exécutif de Gasteiz-Vitoria, la Diputación de Gipuzkoa et l'Autorité portuaire de Pasaia. Nous ne crierons « victoire » qu'une fois que le port de Pasaia sera intégralement rénové et modernisé avec une véritable gestion environnementale.

### Gaz et huiles de schiste : les lobbies à la manœuvre

Le rapport provisoire sur les gaz et huiles de schiste commandé par Éric Besson et Nathalie Kosciusko-Morizet à deux ingénieurs des Mines et deux ingénieurs des Ponts et des Eaux et Forêts est formel : « Dans deux ou trois ans, l'expérience acquise, aussi bien dans notre pays qu'en Europe et en Amérique du Nord, permettra de prendre des décisions rationnelles sur l'opportunité d'une exploitation de gaz et huiles de roche-mère en France ». Le nouvel eldorado mérite bien un tel exercice de rationalité : le

bassin parisien devrait renfermer d'importants gisements d'huile de schiste (100 millions de m<sup>3</sup> techniquement exploitables) et le sud de la France du gaz de schiste (500 milliards de m<sup>3</sup>).

Au moment où les collectivités locales ont de moins en moins de ressources de l'État et sont parfois mises en faillite par leurs emprunts à taux excessifs sur les marchés, ce même rapport préconise « une révision de la fiscalité pétrolière de sorte que les collectivités locales trouvent un intérêt à une exploitation d'hydrocarbures sur leur territoire ». De quoi espérer acheter et faire taire des élus très mobilisés pour la sauvegarde écologique de leur territoire.

Les « experts » français ont malheureusement été devancés par un rapport publié quelques jours avant par la Commission de l'Énergie et du Commerce de la Chambre des Représentants des États-Unis. On y apprend que cette technologie a nécessité entre 2005 et 2009 l'utilisation de plus de 2.500 produits chimiques dont des substances cancérigènes et polluantes (benzène, toluène, xylène, éthylbenzène, regroupés sous le sigle BTEX, ou encore le 2-butoxyéthanol dit Butylglycol qui peut détruire

les globules rouges et attaquer la moelle osseuse). Quatorze millions de litres ont été utilisés sur la période à cette fin.

Les temps sont durs pour les apprentis sorciers ! Le 20 avril 2011, des milliers de litres d'eau se sont échappés d'un puits de gaz en Pennsylvanie à la suite d'une explosion, provoquant l'évacuation des habitants de la localité de Leroy Township (Source AFP). Seule consolation majeure : le chiffre d'affaires d'Halliburton, détenteur de la technologie par fragmentation, a explosé lui aussi en 2010 sans dégâts majeurs. Là est la rationalité ! Pendant que Monsieur Borloo occupait la galerie avec le Grenelle de l'environnement, l'opération était déjà engagée, en liaison avec Total, GDF-Suez notamment et quelques ingénieurs des Mines et des Ponts. Alors plus que jamais, nous, citoyens raisonnables et informés, sommes sur le pont ! Nous ne laisserons pas quelques firmes transnationales et leurs alliés détruire des territoires de manière irréversible.

Attac France, Paris, le 22 avril 2011

### Le vrai prix de l'avion

Le total des différentes aides perçues par la ligne d'avion Agen-Paris se monte à 3,2 millions d'euros par an... Pour 300 000 voyageurs. Ce qui signifie que les contribuables ont payé 106 euros par passager. À comparer avec les 59 euros que paie le passager... (Revue Silence, repris de Territoires, février 2011). Des lecteurs pourront-ils nous fournir le même calcul des lignes à bas coût de Pau et Biarritz ? En début d'année, excédée la CCI de Pau avait abandonné la ligne low-cost de Ryanair en raison des exigences financières. Biarritz s'était aussitôt jeté dessus.

Pour mémoire les maires de ces deux communes, pro-LGV convaincus, nous expliquent doctement que le bilan écologique de la LGV est meilleur que celui de l'avion. C'est vrai, et les deux ensemble plus l'élargissement de l'autoroute A63, c'est mieux ?

## Economie Solidaire

• **Samedi 14 mai** à la Maison des Associations de Bayonne, l'association du **MEB** organise la 3<sup>ème</sup> édition d'une journée dédiée à l'économie solidaire. Avec la participation d'acteurs locaux d'une production et d'une distribution respectueuses de la nature et de l'humain. Cette année verra une version plus « étoffée » avec la présence de créateurs locaux de vêtements et articles textiles.

**Au programme : marché bio - fermier - équitable sur la journée :**

✓ 11h30 et 14h30. Défilé de mode bio-équitable, repas bio-fermier-équitable à prix raisonnable (15 euros).

✓ 15h30. Conférence de M-P. Jammet, d'Artisans du Monde, co-organisatrice d'une rencontre autour de l'économie solidaire au Forum Social de Dakar.

✓ Et aussi, diverses autres animations à découvrir sur place.

**Entrée libre et gratuite**

# Fukushima : crépuscule du nucléaire ?



## Le nucléaire menace la planète

Quand le 12 mars le réacteur n°1 de Fukushima explose, le Japon est plongé dans le chaos provoqué par un séisme dévastateur. Des millions de téléspectateurs comprennent alors que ce qui s'est passé met la planète en danger. Ainsi dans l'empire des nouvelles technologies, tout peut basculer. Les plus grandes convictions aussi. Huit membres d'Areva sont sur place, ils agissent rapidement : ils prennent l'avion pour Paris.

## Indécence

A ceux qui compatissent à l'épreuve subie par le peuple japonais mais qui tirent la sonnette d'alarme sur les dangers du nucléaire, le gouvernement français fait la leçon. Il est indécent de parler de cela ! Il n'est pas par contre indécent de déclarer comme le fait N. Sarkozy :

« L'accident nucléaire au Japon pourrait favoriser l'industrie française dont la sécurité est une marque de fabrique. » Le même soir, le réacteur n°3 explose. Il contient un combustible beaucoup plus toxique, le MOX, fourni par Areva. Jusqu'au 15 mars, les experts se succèdent à la télé, rassurants et expliquant qu'un tel incident (Besson insiste pour dire qu'il s'agit d'un *incident* et non d'une *catastrophe*) est impossi-

ble en France. Le 15 mars, Nathalie Kosciusko-Morizet déclare : « On s'achemine vers une catastrophe nucléaire ».

## Arrogance

Les experts nous expliquent que nous, les Français, nous sommes les meilleurs, qu'on a pensé à tout, que cela ne peut nous arriver. L'arrogance des propos cache mal que cela a failli nous arriver plusieurs fois et sans séisme et sans raz de marée : la perte de refroidissement qui a provoqué les explosions des réacteurs au Japon a failli survenir à Fessenheim en 2009 à cause de branchages gênant le pompage, en 2007 à Gravelines en 2006 et 2007 (méduses et algues), à Blaye (inondations), à St Laurent des Eaux où la glace empêche l'aspiration et nécessite que l'armée fasse exploser le bouchon.

## Bricolages

Pendant que les déchets du réacteur n°4 s'enflamment, que les piscines fuient à Fukushima où les « liquidateurs » sont irradiés à cause de chaussures inappropriées, on se demande s'il ne faut pas évacuer Tokyo. On interdit les épinards, le lait pour les enfants. En France le gouvernement et le PS affirment qu'on ne peut pas se passer du

nucléaire. Le journal *Sud-Ouest* nous apprend que la première tentative de colmatage de la fuite d'eau qui irradie gravement la mer a échoué malgré l'utilisation de sciure et de vieux journaux ! Les brillants techniciens du nucléaire japonais piétinent, eux qui, comme les nôtres, ont si souvent clamé que cela ne pouvait pas arriver chez eux. Des hélicoptères versent des petits seaux ridicules. Les chinois livrent enfin une pompe capable d'atteindre les réacteurs dont certains sont en fusion.

On apprend aussi que TEPCO, l'opérateur nippon, avait falsifié des rapports de sécurité, qu'il employait parfois des « esclaves du nucléaire » (SDF recrutés pour la maintenance et recevant des irradiations intenses) et son PDG met un mois pour réapparaître.

## 70%

70% des français se proclament contre le nucléaire, l'Autriche, la Suisse, l'Italie et de nombreux autres pays s'éloignent du nucléaire ou l'interdisent. Des manifestations d'ampleur se déroulent et on continue de nous dire que l'énergie nucléaire est la moins chère. Combien de milliers d'années s'il n'y a aucun incident entre temps, faudra-t-il gérer les déchets ? Combien cela coûtera-t-il, sachant que ce seront les générations futures qui paieront ? Dans moins de 100 ans il n'y aura plus d'uranium et ça en sera fini de la « rentabilité » de nos centrales. On annonce que le coût de Tchernobyl atteint déjà 1000 milliards d'euros.

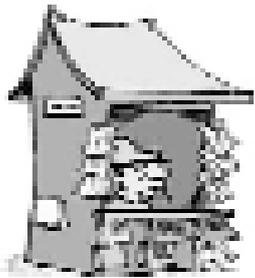
## Sortir du nucléaire

Sortir du nucléaire, bien sûr, le plus vite possible, pas sur un claquement de doigts mais oui, le plus vite possible. Economiser l'énergie d'abord, produire des équipements économes et résistants, choisir un mode de vie plus sobre, promouvoir les énergies renouvelables.

Après Three Mile Island en 1979 aux USA, après Tchernobyl en 1986 en Ukraine, après Fukushima en 2011 au Japon à qui le tour ?

*A lire également la revue Silence n° 390 de mai 2011, dont certaines infos sont extraites.*  
SILENCE, 9 rue Dumenge,  
69317 Lyon Cedex 04





# Brèves Sociales

Par Jean Maurice FAYE

## Restos du cœur en Pays Basque

★ La campagne de distribution hivernale des Restos du cœur s'est achevée et c'est l'heure du bilan. Sur le département plus de 4000 personnes ont été accueillis chaque jour de décembre à mars. Ce sont des chiffres en hausse qui sont à référer à l'augmentation annuelle de plus de 4 % à l'échelle de l'hexagone. Ces trois dernières années, la fréquentation des Restos a augmenté de 25 % alors même que l'Europe menace de réduire son aide aux plus démunis. En Pays Basque, il est noté une augmentation importante des prestations à Ayherre et St Jean Pied de Port (10 et 25 % cette année). Il y a beaucoup plus de familles monoparentales prises en charge par rapport aux années précédentes. L'inquiétude des responsables des Restos se situe aussi au niveau des familles qui en dehors des campagnes d'hiver sont en très grande difficulté au printemps et en été, d'où l'idée de poursuivre la campagne d'aide au-delà de la période d'hiver, et cela dès l'an prochain.

## Alain où es-tu ?

★ On peut reconnaître sans problème l'apport de M. Alain IRIART, maire de St Pierre d'Irube et conseiller général, à notre lutte contre la LGV. Cela étant dit, il est un autre domaine où on le sent pour le moins « trouble ». C'est celui de son positionnement politique au sein du conseil général des P.A. Il y a 3 ans, notre seul conseiller général abertzale faisait basculer à droite le conseil général où étaient à égalité gauche et droite en nombre de sièges. On avait pourtant cru comprendre qu'il se réclamait d'un abertzalismo de gauche. Lors de la dernière campagne des cantonales, notre conseiller laissait entendre (son canton n'était pas « renouvelable ») qu'il pourrait appuyer une « autre » majorité. Et bien finalement, il s'est abstenu lors du vote pour la prési-

dence du Conseil Général. On peut en conclure qu'il n'a pas voulu voter pour un PS trop pro LGV ou qu'alors, il lui est vraiment plus difficile de se positionner à gauche plutôt qu'à droite. Quoi qu'il en soit, son positionnement à géométrie variable est quelque peu révélateur d'une inscription dans un jeu politique très politicien. Espérons qu'il soutiendra les associations qui luttent contre la LGV jusqu'au bout avec comme principe essentiel que ce qui n'est pas bon pour nous n'est pas bon pour le voisin. « LGV ni ici ni ailleurs ! »

## Les syndicalistes votent à gauche

★ Je sais, ça n'a pas l'apparence d'un scoop mais après la résonnance médiatique de certaines adhésions (extrêmement minoritaires) de syndicalistes aux thèses du Front National, il est bon de le rappeler : les syndicalistes votent à gauche. Ils bataillent chaque jour pour retisser les liens de la cohésion sociale et ces valeurs font pencher leur balance idéologique à gauche. Un sondage récent (Harris) indique d'ailleurs que 64 % d'entre eux expriment un vote de gauche contre, actuellement 50 % de l'ensemble de la population. Les proches de la CGT, choisissent des candidats de gauche à 89 %, ceux de Solidaires sont 92 % à en faire de même, alors que ceux de la CFDT sont 67 %. Seuls les proches de la CFE-CGC préfèrent l'UMP à 62 %.

## Militants syndicaux sanctionnés !

★ Quelques militants des Col-lectifs Appel retraite Pays Basque et Oldartu-Lutter ensemble ont comparu le mois dernier devant le tribunal de Bayonne pour avoir contesté les contraventions qui leur avaient été infligées pour avoir bloqué temporairement l'accès à l'aéroport de Biarritz pendant le mouvement sur les retraites. Ils ont été condamnés à payer l'amende initiale augmentée de 22 euros de frais

de justice. Inutile de rappeler le caractère syndical et revendicatif de l'action qu'ils avaient menée. La sanction dont ils écopent est à lire sous l'angle d'une « criminalisation » grandissante des faits revendicatifs.

## Pujadas, journaliste de M...

★ Le 14 mars dernier, au « 20 heures » de France 2, il invitait Claude ALLEGRE en tant que « spécialiste » scientifique pour parler de FUKUSHIMA et le Claude était opposé par la grâce du duplex à COHN BENDIT. Inévitablement le clash était assuré (bon pou l'audimat) et le « spécialiste » se moquait des « béats » qui voyaient dans FUKUSHIMA un début de catastrophe nucléaire. Peut-on l'appeler autrement ? Le 17 Mars, le petit PUJADAS récidivait sur la thématique du « peut-on sortir du nucléaire ? ». Et le sujet développé indiquait que pour remplacer le nucléaire, il faudrait couvrir de panneaux solaires une surface grande comme l'Europe. Il a fallu attendre 8 jours pour que le nain du journalisme télévisuel avoue qu'une « erreur » s'est glissée dans le reportage. Ce n'est pas la surface de l'Europe qu'il faudrait couvrir mais celle du Tarn et Garonne. C'est-à-dire 3000 fois moins en superficie. Un détail ! AREVA quand tu nous tiens !

## Professeur ou mère, il faut choisir !

★ A Limoges, une professeure a été écartée d'un poste car elle est mère de famille. Les cas de discrimination ne sont pas, hélas, cantonnés au privé. Alors qu'elle manifestait sa surprise auprès de sa hiérarchie de n'avoir pas reçu de réponse à sa demande de poste au sein d'une khâgne, quel ne fut pas son étonnement de se voir répondre qu'il ne « s'agissait pas d'un oubli ». Il lui était confirmé par courrier que ce poste n'avait été proposé « qu'à

des collègues hommes ou des collègues femmes sans enfants ». Car selon la hiérarchie, Ce poste « demande une énorme charge de travail très peu compatible avec le métier de mère de famille ». Sans commentaire !

## Retraites complémentaires

Elles représentent 30 % des pensions des salariés affiliés à l'ARRCO (17,5 millions d'actifs, 11,2 millions de retraités) et plus de la moitié des pensions de ceux affiliés à l'AGIRC (3,7 millions de cadres en activité, 2,5 millions de retraités). Le MEDEF veut aligner les retraites complémentaires sur le régime général et augmenter l'âge de départ de 60 à 62 ans et de 65 à 67 ans pour une retraite à taux plein. Cet effort serait intégralement financé par les salariés, le MEDEF refusant toute contribution des entreprises. Le même MEDEF propose une stabilisation des pensions jusqu'en 2015... Mais ensuite ?... La CFDT trouve le texte proposé « équilibré » et le gouvernement est prêt à prendre le relais pour valider l'accord si 3 organisations s'y montrent opposées. Les voies de la retraite par capitalisation sont ouvertes...

## Scandales des enfants volés

★ En Pays Basque Sud, une affaire tend à prendre de l'ampleur : 20 hôpitaux sont incriminés dans des vols d'enfants. Mais 2 cliniques de Tolosa et l'hôpital de Donostia sont surtout concernés même si au total 20 centres de santé sont visés par une plainte de l'Association des personnes affectées par des adoptions irrégulières. Il y aurait eu 146 plaintes déposées en Gipuzkoa par des personnes qui soupçonnent que leur enfant présenté comme mort, a en fait survécu et aurait été adopté par une autre famille contre rétribution. Les faits fautifs se seraient déroulés entre 1950 et 1990 avec un « pic » de ces transactions crapuleuses en 1970.

# Position du CADE au sujet du projet de ferme solaire à Gabat

**F**IN AVRIL, on apprenait que le préfet refusait le permis à ce projet. Décision sage. Cependant, nous reviendrons sur ce projet car on risque fort de retrouver ce cas de figure dans un futur proche.

Sur un terrain agricole de 21 ha, on envisageait à Gabat, près de St Palais la mise en place de 5 ha de panneaux photovoltaïques. On y annonçait une production de 7,5 millions de Kw par an et une réduction de production de CO<sub>2</sub> de 6 800 tonnes par an.

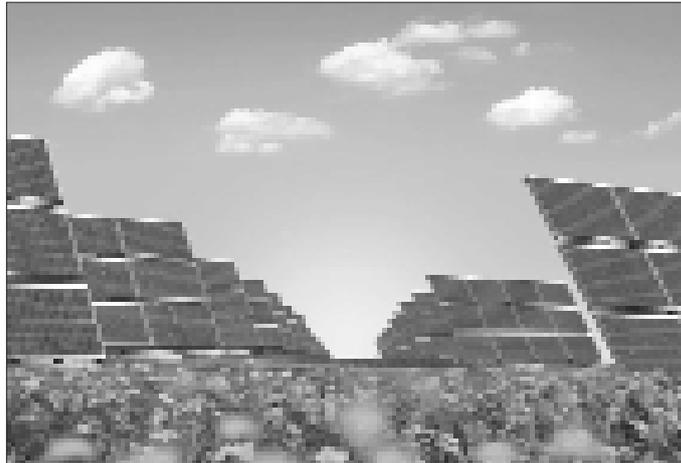
On y annonçait également un volet agricole permettant à un berger sans terre de s'installer sur les 21 ha et sur 31 ha supplémentaires. L'opposition au projet a été très importante : ELB, FDSEA, EHLG, *Chambre d'Agriculture*, Association de remembrement, chasseurs, EE, et d'autres encore.

Nous reviendrons sur 3 points qui nous ont fait douter des performances : 7,5 millions de kw par an, équivalent de la consommation de 3 000 ménages nous disait-on. A Laudun dans le Gard où on eu l'intelligence d'utiliser les toits d'un centre de logistique de 54 000 m<sup>2</sup> pour installer 3 ha de panneaux (plus de la moitié de Gabat), on annonce 1,6 millions de kw par an et ceci correspondrait à la consommation de 500 ménages.

On économiserait à Gabat 6800 t/an de CO<sub>2</sub> sur 21 ha. A Losse Gabardan, autre projet confiscateur de terres, dans les Landes, on annonce sur 13 ha une économie de CO<sub>2</sub> de 800 t/an.

On voit bien ici qu'on a un peu forcé sur les performances à Gabat.

D'autre part que n'a-t-on jamais pensé à proposer les 51 ha au berger sans terre ? Des années durant on l'a ignoré, et là pour donner une teinte agricole au projet, on lui fait donc une proposition qui évidemment l'intéresse. Aujourd'hui que le préfet a refusé le permis, fera-t-on une offre au même berger ?



Le *Collectif des Associations de Défense de l'Environnement* a tenu une conférence de presse commune avec le syndicat agricole ELB. De concert, les deux organisations ont dénoncé ce projet. Vous trouverez ci-dessous le communiqué du CADE :

## Tandis que nous ne sommes qu'au début des conséquences de Fukushima...

Nous sommes résolument pour enclencher la sortie du nucléaire, affaire qui prendra évidemment quelques décennies. Cependant il nous semble opportun d'affirmer certains points :

Un bon début c'est déjà de diminuer la consommation énergétique en impulsant des produits industriels moins « gourmands », en apportant une qualité d'isolation supérieure aux bâtiments et logements notamment.

Cette sobriété énergétique est donc pour nous une priorité.

## Le recours aux énergies renouvelables...

Nous sommes bien évidemment favorables au recours aux énergies renouvelables existantes et à venir si on se donne la peine de consacrer moins de crédits à la recherche sur le nucléaire et plus pour les énergies renouvelables.

C'est pourquoi, tout en n'ignorant pas des impacts sur lesquels il nous faut agir (exploitation des composants et nécessité d'une filière de recyclage), nous sommes résolument en faveur du recours à l'énergie photovoltaïque. Cependant nous avons comme priorité, d'aller vers une autonomie des constructions et de l'habitat collectif ou individuel afin de diminuer la consommation. Ensuite, de manière plus massive,

nous sommes favorables à l'utilisation des toits de bâtiments existants. On peut aisément imaginer localement, que les toits des usines Dassault, Turboméca etc. voire des supermarchés et autres sont un gisement importants et dignes d'être explorés avant de grever les sols agricoles.

Nous citerons pour son importance, le plus grand toit solaire d'Europe (54 000 m<sup>2</sup>) à Laudun dans le Gard et dans un domaine plus modeste, à l'autre bout, le projet récompensé au salon international des énergies renouvelables de Montpellier, d'ombrières de parking à Agen.

En conséquence, nous sommes hostiles aux différents projets de Losse-Gabardan dans les Landes, de Cestas en Gironde et de Gabat, ici, qui vont amputer des surfaces agricoles.

Nous y sommes d'autant plus hostiles, que ces projets dont certains prévoient déjà des extensions vont ouvrir une brèche vers l'industrialisation et leur neutralisation biologique. Nous y sommes d'autant plus hostiles que cette porte ouverte aujourd'hui à Gabat risque de se multiplier détournant les terrains agricoles de leur vocation première : **nourrir**.

Les artifices accompagnant ce projet (brebis broutant entre les panneaux) ne peuvent occulter que ceci est un **début de confiscation de terres agricoles**.



## Un mort de plus sur le port de Bayonne

**B**IENTÔT vingt ans que nous dénonçons, dans *Ortzadar*, les usines appartenant au groupe *ROULLIER*, installées sur le port de Bayonne. C'était à l'époque le site « *Fertiladour* » bien connu pour avoir laissé une friche industrielle polluée par la radioactivité, sans avoir procédé à aucun travail de dépollution ainsi que d'anciens travailleurs gravement atteints par la silicose (maladie due à des conditions de travail totalement indignes, soulignées à l'époque par les services de prévention de la CRAMA, qui demandèrent à différentes reprises en 1990 et 2000, à l'industriel de modifier ses installations afin de permettre à son personnel de travailler dans des conditions plus acceptables, les conditions de l'époque étant considérées comme très dangereuses, par l'organisme de contrôle, en ce qui concerne le risque de silicose et ceci dans tous les secteurs de l'entreprise : concassage, broyage et séchage ainsi que l'ensachage).

Dix ans plus tard, en 2000, nouveau contrôle. Et aucune amélioration constatée. Onze ans plus tard, printemps 2011, deux anciens ouvriers reconnus atteints de maladie professionnelle (silicose), décèdent dans de terribles souffrances. Combien faudra-t-il de décès pour que la responsabilité de l'industriel soit officiellement reconnue pour l'ensemble des personnes ayant travaillé sur le site et ayant été soumis aux mêmes conditions de travail indignes ?

Dans les années 90, les associations de protection de l'environnement, dont le *CADE* et *IDEAL* dénonçaient les dérives du même industriel qui bénéficiait de la mansuétude des services de l'état, lui permettant depuis près de trente ans de déverser ses effluents pollués sur la plage de Tarnos, à proximité immédiate de la zone de bains (procurant ainsi une eau couleur « *lagon* » légèrement soufrée, le tout accompagné de « *légers picotements* » et tout cela en totale infraction avec la réglementation en vigueur. L'autorisation donnée à l'industriel étant de rejeter ses effluents au

large, par l'intermédiaire d'une conduite fixée sur des supports en béton armé... C'était évidemment plus cher... et encore inacceptable.

Nous pouvons remarquer que, dans les deux cas, nous assistons au même mépris de l'industriel d'une part vis à vis de la santé de ses employés et de la protection de ces derniers et, d'autre part, vis à vis de la protection de l'environnement et de la santé publique. Nous soulignons la tolérance des organismes de contrôle, tout cela visant à favoriser exclusivement la logique financière et spéculative. Le groupe *ROULLIER* affiche ainsi une santé éclatante, ainsi, sans doute, que ses actionnaires.

Cette saga d'une entreprise « *exemplaire* » s'enrichit évidemment d'autres « *incidents* » humains supplémentaires...

- Un très grave accident survenu le 9 octobre 2006 à deux employés d'une société sous-traitante d'*AGRIVA*, appellation actuelle de *ROULLIER* sur Bayonne, qui tombèrent d'une passerelle sur l'ancien site Fertiladour (passerelle totalement délabrée qui céda sous le poids des deux hommes). Bilan : 1 mort (Gérard Puyau) et un blessé très grave qui sera atteint d'une très importante incapacité.

- Et le tout dernier « *accident* » : le 3 avril 2011. Ce dimanche matin, Yohan Arfini, 38 ans, est découvert inanimé par ses compagnons de travail sur son lieu d'activité, l'usine *AGRIVA* de Tarnos. Il serait tombé d'une passerelle, située à une hauteur de 18 mètres et se serait écrasé au sol. Il est mort et présente comme, seule « *blessure* », une plaie à la nuque ! La thèse retenue par la gendarmerie serait : *une mort volontaire*. On retrouve son casque qui est resté sur la passerelle. Sa famille, sa fille de quatorze ans, ses proches, ne comprennent pas et sont dans le plus grand désarroi. A *AGRIVA*, rien ne semble se passer comme ailleurs.

**Ben**

## Sables de dragage...

**L**e Sud Ouest du 5 avril 2011 nous apprend que les sables dragués dans l'Adour sont relargués sur les plages d'Anglet : « *Simple comme un grand ménage de printemps. La Chambre de commerce et d'industrie de Bayonne, concessionnaire des installations portuaires, s'est aussi penchée sur les sédiments dragués dans le chenal. Plus de clapage au large. "Ces sables seront utilisés pour remblayer une zone en construction."* Pour "ce port en ville, souvent montré comme le vilain petit canard", la démarche n'est évidemment pas neutre pour ce qui concerne le ressenti de la population. »

Le bulletin municipal de la Ville d'Anglet en remet une couche écrivant : « *Bien évidemment ces prélèvements qualitatifs continueront à accompagner les campagnes de clapage à venir, pour lesquelles la vigilance est de mise du côté de la ville, via son service de l'environnement, et les associations de défense du littoral* ».

Le CADE (Collectif des Associations de Défense de l'Environnement a toujours condamné ces clapages. En effet les sables dragués contiennent des métaux lourds et autres cochonneries dont le très méchant tributylétain dont une campagne de mesure menée dans le cadre du Secrétariat Permanent de Prévention des Pollutions industrielles (SPPPI) de l'estuaire avait révélé la forte présence. A tel point que lors d'un dragage mené devant le Boucau, le commissaire enquêteur avait accédé à la revendication du CADE et demandé le relargage bien plus au large pour en assurer la dilution.

Il n'y a pas que des baigneurs qui nagent dans ces eaux (à supposer que le tributylétain non ingéré soit inoffensif pour eux), et quand on défend le littoral on défend aussi la biodiversité et les espèces marines.



# Le TGV a trente ans...

## Le déluge

À l'occasion des 30 ans du TGV la presse souligne les limites du « fleuron ferroviaire ». Pêle-mêle reprenons quelques saillies :

« Avec notre système RFF-SNCF, le chemin de fer français va dans le mur » dit Guillaume Pépy le président de la SNCF dans le monde du 26 mars dernier. « Sur la nouvelle ligne Tours-Bordeaux, les péages prévus, assez dissuasifs, ne permettraient pas de faire circuler davantage de trains pour rentabiliser la ligne. On risque d'avoir un trafic supplémentaire bien plus faible qu'espéré » ajoute-t-il. « Je suis un militant convaincu du réseau classique. » dit G. Pépy, nous aussi.

Le journal Sud-Ouest qui s'est rendu à un colloque à San Sébastien titre : « 50% de fret en moins » et sous une photo lugubre de M. Maudet et M. Coutou de RFF, on reprend les chiffres du fret 2009 que nous avions déjà publiés il y a un an. 1,65 millions de tonnes à la frontière là où les estimations RFF pour 2009 annonçaient 8 millions. Puis dans Les Échos du 13 avril, on enfonce le clou : « Les lignes à grande vitesse (LGV) les plus intéressantes, d'un point de vue économique, ont déjà été réalisées. Une étude récente menée par 2 ingénieurs spécialistes du secteur est à cet égard édifiante. Les auteurs ont calculé pour chaque LGV ce qu'il a fallu dépenser pour chaque voyageur annuel supplémentaire gagné. Ce ratio était inférieur à 300 euros pour les premières lignes, puis est monté à près de 1.000 euros pour la LGV Est. Mais pour les projets à venir, on dépasse allégrement les 2.000 euros, voire les 4.000 euros pour Nîmes-Montpellier ! Logique : les coûts de construction ne cessent de monter avec les contraintes environnementales et les bassins de population touchés par les nouvelles LGV sont bien moins importants qu'hier. » C'est tout ? non : « ...on doit tout de même rappeler que le gouvernement britannique a dû réinjecter 5 milliards de livres il y a deux ans pour remettre à flot la concession de la LGV entre le tunnel sous la Manche et Londres. Aux

Pays-Bas, on parle même actuellement de faillite pour l'exploitant de la très coûteuse LGV entre Amsterdam et la frontière belge... Cette fuite en avant vers toujours plus de TGV ne paraît donc guère tenable » peut-on encore lire.

Le Journal du Pays Basque reprend les propos de M. Mariton, député UMP, membre de la commission des finances de l'Assemblée nationale et rapporteur spécial de la mission des transports: « Il faut avoir le courage de dire que certains projets ne seront pas réalisables », lâche Hervé Mariton dans Le Figaro. « Déjà, les lignes en cours de construction supposent plus de volontarisme politique que de rationalité économique ». Sur les ondes, il a affirmé que dans certains projets, les recettes potentielles de Réseau ferré de France (RFF) et les prévisions de trafic de la SNCF vont être « artificiellement majorées » et que cela va « aggraver » la situation financière de RFF et de la SNCF. »

## Financement du tronçon Tours Bordeaux

Sous le déluge de critiques, le financement de la portion Tours-Bordeaux suit son chaotique parcours. La signature imminente depuis deux ans reste toujours imminente. La région de Poitou-Charentes fait un bras d'honneur au montage, le département du Tarn et Garonne également. Même Emmanuel s'y met dans un article de la revue « AQUI », on apprend qu'il soupçonne RFF de vouloir amasser un petit magot de 1,2 mil-



liards d'euros sur le dos des collectivités publiques. Le PS des Pyrénées Atlantiques finira par payer, sans savoir combien de trains s'arrêteront à Bayonne, Biarritz, St Jean de Luz et Hendaye ; sans savoir quels sont les tonnages fret ; sans savoir si le montage financier les entube... Le premier vote, l'an dernier se montait à 53 millions d'euros et 51 conseillers généraux avaient voté pour et un contre. Ce coup-ci les 53 millions sont devenus 79 et 32 ont voté pour, 3 contre, 2 abstentions et 15 refus de vote.

## Et RFF dans tout cela ?

Eh bien RFF continue de laver plus blanc que blanc. Réseau ferré de France se paye des pleines pages de pub dans les journaux. On peut lire des choses étonnantes (relevées par un opposant de Mouguerre) : « Le train permet de diminuer très largement les émissions de gaz à effet de serre : 10 à 15 fois moins qu'en voiture et 30 fois moins qu'en avion (Fiche thé-

matique bilan carbone RFF 03/2011) ». Puis, « le rapport d'émissions de CO2 entre le train et la voiture est de 60 fois moins en faveur du train » (encart publicitaire du Sud-Ouest du 31 mars 2011). Puis : « Un voyageur dans un train à grande vitesse consomme 6 fois moins d'énergie pour son trajet qu'un conducteur » (encart publicitaire du Sud-Ouest du 9 avril 2011). Du délire ! Disons pour faire simple qu'un train classique sur une ligne existante consomme presque 4 fois moins qu'un TGV et que le chantier et la déforestation ont un impact ridicule par rapport aux 9 ha par Km détruits par le projet.

Et tant qu'on y est reprenons ces affirmations :

« On est parti de 30% de ligne enterrée. Nous pensons que l'on pourrait aller jusqu'à 50% à 60%. » (Hubert de Mesnil président de RFF).

« Le fuseau ouest sera souterrain sur 60% de son parcours, ce qui est le maximum réalisable. » (Christian Maudet, chef du projet à RFF).

« Une ligne qui sera de toute façon enterrée de 60 à 70% » (Alain Rousset).

« En ce qui concerne l'enfouissement de la ligne entre Bayonne et Astigarraga, on est passé de 30% à 60% minimum. Cela mérite qu'on n'en reste pas là. » (Jean Grenet député maire de Bayonne).

« Aussi, pour la traversée du Pays Basque, des projets existent, qui prévoient 80% de tunnels ou de traversées. » (Jean Marie Berckmans, président de la CCI).

Et rappelons que les conclusions de la médiatrice donnent une fourchette de 30 à 35 %.



# Toujours pas d'amélioration pour LBC à Tarnos

*Au début du mois de mars dernier, un nouveau système de traitement des vapeurs d'essence de papeterie (\*) livré par camions est entré en fonctionnement sur le site de la société LBC, spécialisée dans le stockage de produits chimiques (30 personnes) à Tarnos.*

« **A**U TERME de travaux d'un coût de 400 000 euros, 90 % des pollutions atmosphériques avec dégagement de mauvaises odeurs devaient disparaître » avait annoncé en octobre dernier Philippe Ivandekics, responsable de LBC par voie de presse (*Sud-Ouest* du 14/10/10). Malgré cela, l'air est de plus en plus souvent irrespirable sur les communes de Boucau, Tarnos, Anglet et Bayonne.

Les 8 et 9 septembre 2010, la société LBC avait déjà fait l'actualité pour avoir été à l'origine d'une pollution olfactive ressentie à Boucau et Tarnos. Régulièrement au gré des vents et quelles que soient les conditions atmosphériques, les vapeurs produites lors de la manipulation et du stockage d'essence de papeterie génèrent des nuisances et des inconvénients dans les communes voisines. Cela a notamment été le cas du 27 février au 6 mars dernier à Anglet où l'air était irrespirable sur un rayon de plus de 3 kilomètres. Les plaintes s'accumulent auprès des élus des diverses communes concernées.

## Toxique par inhalation

L'essence de papeterie est un produit inflammable, explosif et toxique par inhalation, par contact et par ingestion. Composé de plus de 97,5 % d'essence de térébenthine, ce produit qui contient des mercaptans est particulièrement odoriférant. Son odeur sulfurée est nauséabonde. Elle est qualifiée d'odeur de patate par les uns, de choux par les autres. Outre cet aspect, aucune



garantie n'a été avancée quant à son innocuité sur les populations environnantes. Aujourd'hui seulement 50 % des vapeurs sont traitées, a déclaré Philippe Ivandekics lors du dernier CLIC (Comité Local d'Information et de Concertation\*\*) qui s'est déroulé le 23 mars dernier. Le dirigeant a également annoncé la mise en place à compter du mois de juin 2011 d'un pilote de traitement des odeurs par incinération pour les vapeurs générées lors des déchargements par bateau. La mise en fonctionnement de ce pilote était initialement annoncée fin 2010...

## Des installations vieillissantes et un risque de «boil over»

En août et septembre 2010, l'industriel a connu trois incidents. Deux d'entre eux sont dus à des fuites,

l'un sur un bac et l'autre sur une canalisation. Le troisième incident fait suite à une erreur de manipulation. Même si les conséquences de ces incidents ont été minimes, le Sous-préfet de Bayonne, dans un courrier en date du 22/11/10, a évoqué « des questionnements sur le vieillissement des installations et les procédures ». Ces interrogations interviennent alors même que LBC n'est pas à l'abri du phénomène de *boil over*. Ce phénomène explosif peut engendrer lors de l'incendie d'une cuve la création d'une boule de feu qui se répandrait dans un rayon de plus de 550 mètres à la ronde. Ce risque a été évoqué lors du dernier CLIC dans le cadre de la définition d'un nouveau PPRT (Plan de Prévention des Risques Technologiques).

Le CADE (Collectif des Associations de Défense de l'Environnement) constate que l'industriel fait des effets d'annonce et ne tient pas ses engagements. Les explications selon lesquelles les épisodes de pollution sont aujourd'hui dus au transbordement de l'essence de papeterie par bateau ne sont pas crédibles. Les odeurs se dispersent aux alentours aussi bien la semaine que le week-end alors que les transbordements ne sont pas effectués le dimanche.

Par ailleurs, lors d'une visite fin septembre 2010, l'inspecteur de la

Dreal (Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement) avait constaté que, concernant la récupération des vapeurs lors du chargement des camions, les travaux étaient quasiment achevés et que le système devait être mis en service début octobre 2010 (voir courrier du sous-préfet du 22/11/10). Comment expliquer que le système en question ne soit entré en fonctionnement que début mars ?

Le CADE demande aux services de l'état d'effectuer des contrôles plus rigoureux, de faire appliquer la législation de manière plus stricte et de sanctionner le non-respect de la réglementation.

**Pascal Burges**

\* L'activité concernant l'essence de papeterie provenant de l'entreprise landaise DRT (Dérivés Résiniques et Terpéniques) représente un tonnage d'environ 9 000 tonnes qui devrait atteindre à l'avenir 20 à 25 000 t. LBC stocke notamment sur son site de Tarnos de l'acide acétique, du méthanol, des solutions azotées, de l'huile de palme, du gasoil et du bio-éthanol.

\*\* Le CLIC relatif aux entreprises classées Seveso a notamment pour mission d'améliorer l'information et la concertation des différents acteurs sur les risques technologiques ainsi que de débattre sur les moyens de prévenir et de réduire les risques.





# Ces résidus chimiques qui empoisonnent notre alimentation

**Le contenu de nos assiettes n'est pas exempt de résidus chimiques.**

**D'après les résultats d'une enquête récente, nous ingérons au cours d'une journée de nombreuses substances cancérigènes ou reprotoxiques. Produits laitiers, fruits, légumes, viande, poisson, céréales : aucun aliment n'est épargné.**

**En une journée, 47 substances cancérigènes et 37 perturbateurs endocriniens ingérés**

Une enquête sur les substances chimiques présentes dans notre alimentation, dont les résultats ont été publiés en décembre 2010, tire la sonnette d'alarme : au cours d'une seule journée, nous ingérons une quantité inquiétante de résidus chimiques. Cette enquête, menée par l'association *Génération Futures* et le réseau européen *Health and Environment Alliance*, et baptisée «*Menus toxiques*», a analysé les repas-types (non bio) pris au cours d'une journée par un enfant d'une dizaine d'années.

Les résultats font froid dans le dos : pas moins de 81 substances chimiques différentes ont été retrouvées, dont 36 pesticides différents. Parmi ces 81 substances, 47 sont cancérigènes (suspectées ou avérées) et 37 sont des perturbateurs endocriniens (possibles ou reconnus comme tels). C'est beaucoup, mais ce n'est peut-être que la partie émergée de l'iceberg : on n'a trouvé que ce que l'on a recherché, c'est-à-dire les résidus les plus fréquemment rencontrés dans notre alimentation, mais d'autres substances chimiques non recherchées ici risquent fort d'être également présentes dans les aliments...

**Métaux lourds, pesticides, dioxines, phtalates, PCB...**

Les principales familles de contaminants qui viennent empoisonner le contenu de nos assiettes sont les suivantes :

• **Les pesticides** : on les retrouve dans tous les fruits et légumes de l'étude, ainsi que dans les jus de fruits, le pain de mie, la baguette et le riz.

• **Les métaux lourds** : le thon en boîte et le saumon frais de l'enquête contenaient de l'arsenic, du mercure et du cadmium.

• **Les PCB** : ces dérivés chimiques chlorés, persistants dans l'environnement, s'accumulent dans les organismes vivants, et sont retrouvés dans les produits laitiers (lait, beurre, fromage), le steak haché, le thon en boîte et le saumon frais.

• **Les dioxines et les furanes** : ils contaminent l'environnement et se retrouvent dans la chaîne alimentaire (steak haché, beurre, saumon...).

• **Les retardateurs de flamme bromés (PBDE)** : ils contaminent les organismes vivants, notamment les organismes aquatiques (poisson).

• **Les plastifiants** (bisphénol A, phtalates) : ils migrent dans les aliments à partir des récipients alimentaires et des appareils électroménagers ; dans l'enquête, une assiette plastique chauffée au four à micro-ondes et une bouilloire en plastique étaient ainsi source de contamination par ces perturbateurs endocriniens.

• **Les additifs alimentaires** (dans notre exemple, le BHA contenu dans le chewing-gum) représentent une vaste famille, celle des colorants, des conservateurs, des agents de texture, des anti-oxygène... On les trouve dans la plupart des produits transformés.

• **Les composés perfluorés (PFC)** sont également des contaminants par contact : c'est par exemple le cas du teflon, libéré par le revêtement des poêles anti-adhésives.

Entre les substances chimiques volontairement introduites par l'homme dans les aliments (cas des additifs alimentaires), celles qui contaminent l'environnement (dioxines, furanes, retardateurs de

flamme, PCB) ou sont directement apportées par l'agriculture (pesticides), et celles qui proviennent des matériaux mis en contact avec les aliments (teflon, phtalates, BPA), les sources de contamination sont multiples. Même **l'eau du robinet** contient des substances douteuses : plomb issu de vieilles canalisations, sous-produits de traitement de l'eau ou contaminants agricoles (dérivés chimiques bromés et chlorés, atrazine, nitrates...).

**Des doses faibles mais un dangereux effet cocktail**

Les doses décelées dans l'enquête restaient certes inférieures aux seuils de tolérance (normes ou limites prévues par la réglementation), mais ce qui est inquiétant, c'est la multiplication des substances (effets synergiques ou «*effet cocktail*») et des sources de contamination (effets additifs). Or, la réglementation ne tient pas compte de ces effets combinés, et notamment des synergies entre différentes molécules, pour la simple raison que ces effets sont méconnus. On sait cependant que l'association de plusieurs perturbateurs endocriniens peut avoir des effets œstrogéniques 100 ou 1000 fois supérieurs à ceux de la somme de chacune des substances prises isolément.

**Alimentation et explosion de la fréquence des cancers**

Les dernières décennies ont vu augmenter de manière importante la fréquence des cancers : actuellement, un homme sur deux et une femme sur trois ont souffert ou souffriront d'un cancer au cours de leur vie. Entre 1980 et 2005, le nombre de cas a augmenté de 93 % chez les hommes et de 84 % chez les femmes. Bien sûr, le vieillissement de la population n'est pas étranger à ce phénomène, mais c'est seulement 41 % de cette augmentation qui peut être reliée au changement démographique. Reste donc plus de 50 % de cette explosion des cas de cancer à expliquer : les causes seraient à rechercher du côté de

l'environnement au sens large, qui inclut le milieu dans lequel nous vivons (pollution de l'air, ondes électromagnétiques...), les produits cosmétiques que nous utilisons, le tabac et l'alcool que nous consommons peut-être et... *l'alimentation*. La fréquence des cancers chez les enfants et les adolescents (leucémies et tumeurs du cerveau notamment) a également connu une croissance significative, preuve, s'il en est besoin, que les causes les plus couramment attribuées au cancer (âge, tabac, alcool) ne suffisent pas à tout expliquer.

**Menace sur la fertilité masculine**

Et, outre le cancer, d'autres effets de la contamination de notre alimentation par des substances chimiques sont à redouter : la réduction de la fertilité chez l'homme est actuellement, et à juste titre, très médiatisée. La récente interdiction en France du *bisphénol A* dans les plastiques utilisés pour la fabrication des biberons révèle un début de prise de conscience de la part des autorités : espérons que d'autres mesures seront prises pour protéger la santé des consommateurs. En attendant, quelques gestes simples permettent d'échapper à bon nombre de résidus chimiques :

- ✓ Choisir des produits bio ;
- ✓ Éviter les récipients en plastique ;
- ✓ Préférer les ustensiles de cuisson en acier ou en fonte plutôt que les revêtements en Teflon ;
- ✓ Consommer des fruits et légumes de saison et produits localement (souvent moins traités que les produits importés) ;
- ✓ Privilégier les produits frais cuisinés à la maison plutôt que les produits transformés...

**Clémentine Desfemmes**

(article repris sur le site [gerbeaud.com](http://gerbeaud.com))

# Solidarité avec les sans papiers ? Plus que jamais !



la page  
d'  
attac

Peut-être avez-vous été surpris, certains vendredis entre 18 et 19 heures, à Bayonne, place de la Liberté par une singulière manifestation, sans slogan ni sono : le cercle de silence en faveur de la dignité des sans papiers.

**D**EPUIS maintenant trois ans, entre cinquante et quatre-vingt personnes se réunissent pour manifester silencieusement leur solidarité avec ces sans voix que sont les sans papiers, et demander la fermeture des centres de rétention. Informés par un tract, des passants, viennent souvent élargir le cercle.

Attac Pays basque en est un des organisateurs avec bien d'autres associations mais aussi des syndicats et des partis.

Par ailleurs, Attac France vient de signer la pétition « *D'ailleurs nous sommes d'ici.* »

Vous pouvez la lire intégralement sur le site d'Attac Pays basque, et la signer pour demander la régularisation des sans papier, et la suppression du ministère de l'immigration ; Voici ses premiers mots : « *Au lendemain de la victoire de Nicolas Sarkozy à l'élection présidentielle de 2007 était créé, pour la première fois dans l'histoire de la République, un ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Co-développement. Depuis, des dizaines de milliers d'étrangers en situation irrégulière, hommes, femmes, enfants, sont traqués, arrêtés et expulsés, y compris dans un pays en guerre comme l'Afghanistan. Voulu par le chef de l'Etat, mise en œuvre par ses gouverne-*

*ments successifs, le ministère de l'Intérieur aujourd'hui, et soutenue par l'UMP et ses alliés à l'Assemblée, cette politique est inacceptable car elle viole des principes humanitaires élémentaires et des dispositions internationales ratifiées par la France. (...) »*

Luce Buchheit, écrivaine, membre d'Attac Pays basque et participante au cercle de Bayonne a écrit un article sur le sort des immigrés vieillissant loin de chez eux, texte qui pourrait tout aussi bien évoquer le sort des sans papiers. En voici un extrait :

« *Naître quelque part, n'être de nulle part.*

Certaines vies vont de soi, et peuvent se projeter dans des projets, un avenir.

*Parce que, sans projet, l'homme se meurt asphyxié dans son impossible désir.*

*Elles peuvent s'écrire, tisser des lacets de fête qui volent au-dessus des frontières.*

Mais lorsqu'une vie a fui son pays pour se survivre, et qu'elle doit chaque jour s'arracher au sommeil à heure fixe, pour acheter l'indispensable pain, pour tenter de conserver un logement à peine décent, pour se faire une plage de repos, pour faire pousser d'autres vies, alors, elle est réduite au silence assourdissant de la foule grandissante des immigrés. Elle devient une vie anonyme, elle se fond dans une diaspora silencieuse, mutique parce qu'elle ne parvient pas à se faire entendre.

*Et son silence alors peut devenir menace.*

En effet, pourquoi ces vies aux visages étrangers ne sont-elles pas restées chez elles ? Alors, et ceci se vérifie partout dans le monde, elles sont désignées par la population native du pays, comme dangereuses et génératrices de désordres.

*Car le silence accumulé peut se muer en un cri de douleur propre à troubler les consciences bien pensantes.*

Une vie d'immigré est soupçonnée d'arracher le travail, l'argent, le pain quotidien, le logement, les aides sociales, aux natifs de la terre d'accueil.

Elle vient gonfler les chiffres de la misère. Et la misère fait peur.

*Une vie d'immigré inspire la peur née de la différence, elle ne trouve pas la légitimation de sa présence.*

Elle cherche une place qui ne sera la sienne, elle fuit toujours plus loin vers des contrées froides et inhospitalières, sans l'assurance de pouvoir retourner au pays, en raison du coût exorbitant des voyages, mais aussi en raison des complications administratives souvent insurmontables. Elle restera sans espoir de vie meilleure. Elle continuera à balbutier une langue immigrée, une langue appauvrie à force d'avoir voulu être admise par la terre d'accueil, perdue dans une tour de Babel, immensément seule.

*Et cette vie et cette langue iront rejoindre à leur terme tous les soldats inconnus, disparus, la foule des anonymes qui auront combattu pour rien. Elles connaîtront au mieux, une indifférence teintée de mépris, au pire, une hostilité et un rejet.*

Il est tellement facile d'ignorer le discours indistinct de l'immigré, ou pire, de rire du charabia de celui qui erre, cherche une terre nouvelle en espérant un jour y être chez lui.

Le plus juste serait que les vies les plus mal nées puissent se dire elles-mêmes. Avec leurs mots à elles, avec leur langue propre, qui s'est sculptée sur les chemins arides du déracinement, dans sa pathétique incomplétude.

*Elles dérangeront un semblant d'ordre qui est en réalité un rangement d'ordre politique, une catégorisation au profit des plus riches.*

Car la connaissance de la vie, la culture, les sentiments, ne sont pas l'apanage d'une seule culture classique, dont de toute façon les vies

immigrées resteront exclues.

**La pensée unique est une atteinte grave à la démocratie et aux droits de l'homme.**

Ces vies pourraient être entendues hors d'une pensée charitable et condescendante, elles deviendraient de véritables leçons de vie pour ceux qui voient plus loin que le coin de leur rue.

Pour ceux qui ne veulent pas oublier que la Vie est partagée par des milliards de vies de valeur identique, la valeur de la Vie. »

Rejoignez le cercle de silence le premier vendredi de chaque mois de 18 à 19 heures devant la mairie de Bayonne.

## ATTAC Pays basque

Maison des associations  
6 rue Albert Le Barillier  
64600 Anglet

<http://local.attac.org/paysbasque>  
[pays.basque@attac.org](mailto:pays.basque@attac.org)

## Prochaines activités de attac pays basque

A la Taverne de l'Atalante de Bayonne de 19 à 21 heures, Attac cafés ouverts à toutes et tous, autour d'un verre :

- **Le lundi 2 mai** : « *Quelle(s) banque(s) pour une finance utile à a société ?* » par Philippe Robart dans le cadre de la réunion du G8.
- **Le mardi 10 mai** : « *L'eau des Pyrénées est-elle encore un bien public ?* » par Claire Dutrillaux, présidente du collectif Adour-Eau Transparente.
- **Lundi 30 mai** : « *Union Européenne et démantèlement des services publics : où en est on concrètement ?* », par Eliane Pibouleau-Blain, militante associative et élue d'opposition à la mairie de Bayonne.

**Le 21 mai à 10h30** devant les Halles de Bayonne, rejoignez les membres d'attac pays basque pour une opération : « *G8, dégage !* » en ce jour de manif nationale contre le G8.

## ET UN EVENEMENT EXCEPTIONNEL !

Du 12 au 18 juillet l'annuel ALTERVILLE d'Attac aura lieu à Mouguerre : inscriptions bientôt ouvertes !

## Flânerie contre la Grande Vitesse

**S**AMEDI matin 30 avril, les opposants à la LGV ont entamé une nouvelle forme de résistance au projet LGV qui doit défigurer le pays Basque. Cent cinquante d'entre eux ont effectué une « flânerie » le long du tracé prévu dans la Commune de Mouguerre.

Arrêt café chez des riverains, présentation du milieu naturel extrêmement riche, description des tunnels, viaducs, décaissements et remblais prévus puis casse croûte convivial à l'arrivée sur les hauteurs de la route des cimes.

Le cortège n'est pas passé inaperçu des habitants du village qui rappellent le, ont voté à 92 % contre le projet au cours d'un référendum réalisé en sortie des urnes officielles des dernières municipales avec isolements, urnes, bulletins de vote cachetés, présentation de la carte d'électeur, émargement de la liste électorale et dépouillement devant des personnes morales et des journalistes.



## Une première scientifique : résidus de pesticides issus d'aliments transgéniques dans le sang des femmes

Par Inf'OGM

Des chercheurs de l'Université de Sherbrook au Québec, Canada, ont montré la présence de pesticides (herbicides à base de glyphosate ou de glufosinate et de protéines insecticides Cry1Ab) et de leurs résidus dans le sang de femmes, dont certaines enceintes. Selon un article de la revue *Reproductive Toxicology* [1], sous presse, « *c'est la première étude à mettre en évidence la présence de pesticides associés aux aliments génétiquement modifiés dans le sang de femmes enceintes, de fœtus et de femmes non enceintes* ».

Pour cette étude, les scientifiques ont effectué des prélèvements sanguins chez des femmes habitant la ville de Sherbrook. Ces femmes, ainsi que leur mari, n'ont jamais travaillé au contact de pesticides et leur régime alimentaire est annoncé comme typique d'une zone industrialisée du Canada. La présence de pesticides dans leur sang serait donc principalement issue de leur alimentation. D'ailleurs, les scientifiques précisent que si aucune ana-

lyse du panier alimentaire n'a été faite pour établir la quantité de résidus de pesticides présents dans les aliments, ils considèrent « *concevable que la majorité de la population y est exposée via leur alimentation quotidienne* », du fait de la forte présence d'aliments GM (soja, maïs, pommes de terre...). Dans le détail, les résultats d'analyse montrent que les chercheurs ont trouvé dans le sang de trente femmes enceintes : des résidus de glufosinate (chez 100 % des femmes prélevées) et des protéines Cry1Ab (93 % des femmes prélevées) ; dans le cordon ombilical : des résidus de glufosinate (100 %) et des protéines Cry1Ab (80 %) ; et dans le sang de 39 femmes non enceintes : du glyphosate (5 %), du glufosinate (18 %), des résidus de glufosinate (67 %) et des protéines Cry1Ab (69 %). Pour expliquer l'absence de glyphosate, de résidus de glyphosate ou de glufosinate dans certains cas (ou dans tous pour les résidus de glyphosate), trois hypothèses sont avancées : l'absence d'exposition à ces molécules des femmes prélevées, leur élimination efficace

par l'organisme ou une limite de la méthode de détection utilisée. Les travaux pour répondre à ces questions restent donc à faire tout comme l'analyse des possibles conséquences de la présence de ces molécules.

L'objectif des chercheurs était double : établir si l'alimentation quotidienne est vectrice de ces molécules chimiques et fournir des données nécessaires à de plus amples analyses d'impacts, notamment dans le domaine de la procréation chez la femme. Selon l'article, le glyphosate avait été l'objet d'une étude similaire dans des échantillons d'urine de femmes du monde agricole comparés à ceux de femmes extérieures à ce milieu [2]. Les auteurs appellent à des recherches plus poussées dans le domaine de « *la nutrition, la toxicologie et la reproduction chez les femmes* », soulignant que « *les désordres gynécologiques et obstétricaux associés aux molécules chimiques présentes dans l'environnement ne sont pas connus* ».

La question de l'évaluation des risques liés aux herbicides, résidus

d'herbicides ou insecticides est au centre de controverses depuis plusieurs années. Les travaux du Pr. Gilles-Eric Séralini dans le domaine des herbicides à base de glyphosate ont par exemple souvent été l'objet de vives discussions entre scientifiques. L'article sous presse des chercheurs canadiens devrait donc encourager l'expertise scientifique puisque, selon eux, c'est la première fois qu'une analyse des concentrations de telles molécules est effectuée ! Rappelons qu'après environ quinze années de commercialisation en Amérique du nord, près de 100 % des plantes génétiquement modifiées commercialisées sont modifiées pour tolérer un herbicide, produire une protéine insecticide ou disposer des deux caractères.

[1] « *Maternal and fetal exposure to pesticides associated to genetically modified foods in Eastern Townships of Quebec, Canada* », Aris A et al., *Reprod Toxicol* (2011), doi:10.1016/j.reprotox.2011.02.004.

[2] « *Urinary pesticide concentrations among children, mothers and fathers living in farm and non-farm households in Iowa* » Curwin BD. Et al., *Ann Occup Hyg.*, 2007, pp 51, 53.

# L'ÉTRANGÈRE

## UN FILM DE FEO ALADAG

Avec Sibel KEKILLI (Umay), Setan TANNÖGEN (Kader le père), Derya ALABORA (Halime la mère), Florian LUKA (le collègue et ami de Umay).

« L'Étrangère » est le premier film de Feo ALADAG, réalisatrice allemande d'origine turque.

Feo Aladag s'est intéressée aux crimes d'honneur lors de la réalisation pour Amnesty international, de spots publicitaires, dénonçant la violence faite aux femmes.

Dans le monde, selon les chiffres de l'ONU, plus de 5000 crimes d'honneur sont commis chaque année et pas seulement dans la communauté musulmane.

Le crime d'honneur est une tradition archaïque bien antérieure aux religions du Livre.

La réalisatrice, profondément troublée par ses recherches sur le sujet a voulu comprendre comment les traditions communautaires et patriarcales pèsent et affectent la vie sociale, familiale, affective des hommes et des femmes qui les subissent.

Elle a ainsi choisi de suivre le cheminement d'une jeune femme vers la liberté, son combat contre elle-même et les autres pour vivre et aimer.

Cette jeune femme, c'est Umay. Elle vit à Istanbul avec son mari, Kemal et son petit garçon, Cem.

Malheureuse en ménage, elle décide de fuir avec son enfant et se réfugie en Allemagne, à Berlin, auprès de ses parents.

L'accueil est de prime abord chaleureux, qui témoigne de la force de l'attachement familial.

Mais très vite le malaise s'installe. Umay est venue seule. Kemal, son mari, n'est pas venu et il ne viendra pas. Impensable ! Une femme mariée appartient à son mari, et ne peut décider seule de sa vie.

Elle est malheureuse ? Il la bat ? « La main qui frappe est aussi celle qui apaise » rétorque le père...

Umay persiste. Elle ne retournera pas chez son mari.

L'honneur de la famille est en jeu. La pression s'accroît : négociations, menaces, chantage, violences. Umay doit rentrer dans le rang et remplir aux yeux de la communauté ses obligations d'épouse et de mère auprès de son mari.

Poussée par un instinct de survie, malgré son angoisse et sa douleur, elle brave l'interdit et fuit le domicile parental, avec l'aide de la police.

La réalisatrice décrit avec justesse les effets délétères de ces coutumes ancestrales.

Bourreaux et victimes subissent impuissants la dure loi d'un code de l'honneur archaïque qui les oblige à renier leurs aspirations profondes et leurs élans du cœur.

Ainsi, Feo Aladag prend garde de conserver un œil objectif sur ses personnages.

Le choix d'Umay pour la liberté et l'émancipation engage chacun des membres de la famille et les expose à l'opprobre de leur communauté d'appartenance, source de beaucoup de souffrance.

Hommes et femmes (surtout elles) sont prisonniers de cet ordre social patriarcal qui les piège et les enferme dans des rôles sociaux figés, malgré leur désir d'aimer et d'être aimés.

La réconciliation est à portée de main, une main qu'il suffirait de tendre et qui à chaque tentative d'approche se dérobe.

Un très beau film, poignant, porté par la lumineuse Sibel Kekilli. La mise en scène, très sobre, porte à l'incandescence la force des émotions jusqu'au tragique dénouement final.



arc • en • ciel  
**ortzadar**

Tél / Fax : 05 59 31 85 82 — Courriel : ortzadar @ bigfoot.com  
<http://ortzadar.free.fr>

Vous avez raté un numéro  
d'Ortzadar ?

Nous vous invitons à vous rendre sur  
notre page web :  
<http://ortzadar.free.fr>

Vous pourrez consulter en ligne  
les anciens exemplaires jusqu'au N°104

**Abonnement à ORTZADAR**  
Bimestriel - 1 an : 13€  
De soutien : 18€



NOM, Prénom .....

Adresse .....

CP..... Ville .....

Bulletin à retourner à :  
B.P. 90080 - Mouguerre - 64990 St-Pierre d'Irube

**Ortzadar** - Alternative Pays Basque  
est édité par l'association loi 1901 du même nom  
Commission paritaire n° 0711 G 88241  
Directeur de la publication : Jean-Maurice FAYE  
Mise en page et illustrations : José AGUIRRE  
Imprimé sur les presses de l'imprimerie Artisanale à Bayonne